

PRISE EN CHARGE DES TOXICOMANES

Déficit en centres de désintoxication

Le constat est plus qu'alarmant, l'Algérie qui était, dans un passé récent, un pays de transit est devenu un pays consommateur. Les chiffres sont plus qu'éloquents. En 2005, les saisies de cannabis étaient de 9 tonnes et en 2007 elles ont atteint le record de 16 tonnes sans parler des drogues dures (héroïne et cocaïne) et des psychotropes qui ont fait une percée redoutable.

Face à cette réalité, l'Institut national de santé publique (INSP) abrite depuis hier, un séminaire de formation destiné aux médecins généralistes et aux paramédicaux pour la prise en charge des toxicomanes. Des spécialistes français y sont présents.

Le ministre de la Santé, Amar Toua d'ailleurs annoncé que son département a initié avec plusieurs ministères un programme pour endiguer ce phénomène qui s'articule autour de trois niveaux : ouverture de cellule d'écoute au niveau de chaque wilaya, réalisation en cours de 53 centres intermédiaires de soins aux toxicomanes (CIST) et lancement des travaux pour 15 centres de désintoxication. Actuellement il n'existe que deux centres de cure, le premier à Blida et le second à Oran. En attendant la réception des structures sus-citées un certain nombre de lits a été dégagé dans tous les hôpitaux dédiés à la prise en charge des toxicomanes.

En attendant, M. Sayah, directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT), a estimé que la sonnette d'alarme doit être tirée puisque l'Algérie est devenue un pays consommateur. Cette affirmation est confirmée par le nombre de personnes intoxiquées qui viennent consulter dans les centres et



Photo: Makine F.

qui a augmenté d'une manière vertigineuse. Il est passé de 4306 en 2006 à 5554 en 2007. « Il faut en urgence des

mécanismes de prise en charge en attendant l'ouverture des (CIST) et des centres de désintoxication », prévient

M. Sayah. Pour Pr Bachir Ridouh, psychiatre à l'hôpital de Blida, il s'agit de savoir comment traiter le désir d'arrêter la drogue en aidant le toxicomane avec des mesures d'accompagnement en polarisant son énergie psychiatrique.

De son côté, Mme Florence Mabileau Whomsley, responsable de programme au centre Pompidou (France) qui est un groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus de drogue et le trafic illicite des stupéfiants, explique qu'aucun pays au monde ne peut éradiquer le phénomène de toxicomanie.

Elle ajoutera qu'en Algérie comme en France, ce sont les jeunes de 15 à 18 ans qui sont les plus touchés par la toxicomanie.

En outre, elle a annoncé que le centre Pompidou aidera l'ONLCDT dans son enquête sur la consommation de la drogue en Algérie en élaborant le questionnaire.

■ Rabéa F.

DOCTEUR JEAN-PIERRE DEMANGE chef de service d'aide aux toxicomanes de Picardie et président du réseau européen (Toxicologie Europe Echange Etude)

« Les choses commencent à bouger »

Propos recueillis par R. F.

Quel est votre apport dans ce séminaire d'information ?

J'ai des liens depuis longtemps avec le professeur Ridouh de l'hôpital psychiatrique de Blida. En outre, j'ai assisté à plusieurs colloques en Algérie et en France sur la prise en charge des toxicomanes.

Sur le plan échange d'expériences, j'ai formé 5 médecins généralistes en stage immergé pour découvrir comment se fait une prise en charge lors des réunions avec les malades et dans les centres de consultation qu'on appelle Centre de soins spécialisés en toxicomanie (CSST)

Comment évaluez-vous l'expérience algérienne dans la prise en charge des toxicomanes ?

A mon avis il n'y a pas eu vraiment d'étude ou d'enquête sur la toxicomanie, encore moins de formation. Mais je dirais que sur le terrain les choses commencent à bouger. Le séminaire de formation d'aujourd'hui en est la preuve.

Comment sont pris en charge les toxicomanes dans votre structure ? Les immigrés sont-ils concernés ?

Il y a beaucoup de Français issus l'émigration qui sont pris en charge dans nos structures. Concernant ceux qui viennent passer leurs vacances en Algérie, nous souhaitons établir des relais pour qu'il y ait une coordination et notamment un suivi dans la prise en charge.